

Les femmes et le développement : travailler plus pour gagner moins

Micheline De Sève

Volume 13, numéro 4, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701427ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701427ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

De Sève, M. (1982). Les femmes et le développement : travailler plus pour gagner moins. *Études internationales*, 13(4), 733–740.
<https://doi.org/10.7202/701427ar>

LIVRES

1. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

LES FEMMES ET LE DÉVELOPPEMENT: TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS*

Micheline de SÈVE**

Nos modèles sociologiques primaires opposaient communautés traditionnelles et sociétés modernes de façon binaire, sur la base d'une conviction bien ancrée, mariant le progrès et la modernisation, à une époque où le divorce n'était pas encore entré dans nos moeurs... Et de fait, nombre de nous restent intimement persuadés que malgré les multiples chocs culturels qu'elle provoque, la pénétration de la technologie industrielle signifie une nette amélioration des conditions de vie et du potentiel de mobilité sociale ascendante des populations du Tiers-Monde.

Bien sûr, nous savons que le déséquilibre Nord-Sud s'accroît constamment et que l'écart se creuse entre les secteurs ruraux largement laissés aux formes traditionnelles d'organisation du travail et les secteurs urbains travaillés et transformés par l'industrie moderne. Ce n'est pourtant qu'au cours de la dernière décennie, avec les travaux de sociologues comme Ester Boserup, *Woman's Role in Economic Development*, N-Y, St-Martin's Press, 1970 ou d'anthropologues comme Claude Meillassoux, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspéro, 1975, que l'on a commencé à comprendre non seulement la dialectique des rapports entre le secteur moderne et le secteur traditionnel de l'économie mais également le rôle clé de la communauté domestique – et par conséquent des femmes – dans la structuration même de nouveaux modèles de fonctionnement des économies des pays dits en voie de développement.

* BAY, Edna G. (Ed.). *Women and Work in Africa*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on Africa », 1982, 326 p.

HUMPHREYS, Sheila M. (Ed.). *Women and Minorities in Science: Strategies for Increasing Participation*. Boulder (Col.), Westview Press, American Association for the Advancement of Science Selected Symposium 66, 1982, 234 p.

D'ONOFRIO-FLORES, Pamela M. et PFAFFLIN, Sheila M. *Scientific-Technological Change and the Role of Women in Development*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on Social, Political, and Economic Development », 1982, 224 p.

WHYTE, Robert Orr et WHYTE, Pauline. *The Women of Rural Asia*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on Women in Contemporary Society », 1982, 284 p.

** Professeur-substitut au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.

I – L'impact négatif du développement sur les femmes

L'étude de Boserup en particulier, son analyse du rôle des femmes dans la production agricole du Zaïre pré-colonial, a abattu maints préjugés. Elle a montré comment les femmes de divers pays d'Afrique centrale assumaient la majeure partie des travaux de la terre et disposaient elles-mêmes des surplus de leurs produits, ce qui explique qu'on les retrouve occupées de commerces variés et jouissant d'un statut social nettement plus élevé que leurs consœurs européennes de la fin du XIX^e siècle, confinées à l'intérieur de leur habitat familial ou réduites au statut d'objets de luxe.

La plupart des monographies présentées au Symposium sur « Les femmes et le travail en Afrique » tenu au printemps 1979 sur le campus de l'Université de l'Illinois s'inspirent de la démarche de Boserup. Le but est de reprendre ses principales thèses pour en vérifier l'extension dans le Zaïre contemporain, en élargir le cadre à divers pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre – personne ne s'est arrêté à l'Afrique du Nord – et d'une façon générale, rendre compte de la situation actuelle des Africaines dans ces régions. Le bilan est lourd : l'ensemble des politiques coloniales, attribuant la propriété des terres aux hommes à l'exclusion des femmes, et des politiques de développement, axées sur l'augmentation de la productivité des hommes (au sens non générique du terme...), ont amené la dégradation du statut et des conditions de vie de l'immense majorité des Africaines. Les femmes sont toujours responsables de nourrir et d'approvisionner leur famille mais elles doivent travailler davantage pour rencontrer des exigences nouvelles dans un cadre de plus en plus restreint. L'accès aux emplois rémunérés est réservé en priorité aux hommes alors même que les activités domestiques des femmes deviennent relativement moins productives quand elles ne sont pas carrément supprimées par la réorganisation du mode de division du travail. Les Africaines se retrouvent rivées à un moulin qui les oblige à « travailler de plus en plus dur simplement pour rester sur place ».¹

Les femmes sont coincées entre le respect de leurs obligations traditionnelles et la réinterprétation de leur rôle dans une société en voie de modernisation, ce qui les place devant des formules idéologiques aussi savoureuses que l'Année internationale de la Femme devenue l'Année internationale de la Maman au Zaïre², ou aussi contradictoires que le modèle de la femme au foyer, à l'image de Betty Kaunda, l'épouse du président de la Zambie, dans une société où le rôle de pourvoyeur économique revient encore majoritairement aux femmes³.

La ségrégation prononcée des sphères d'activité masculine et féminine avant la pénétration coloniale étrangère n'avait pas que des désavantages. Les articles de E. Frances White et Carol P. Mac Cormack illustrent comment les Africaines du Sierra Leone se sont même trouvées en position de médiatrices entre leur culture d'origine et la puissance britannique étrangère, ce qui leur a permis d'occuper une position économique enviable. En l'absence de modification des règles de propriété des terres et du régime matrimonial polygame, les femmes ont pu s'appuyer sur des formes d'association commerciale entre co-épouses pour étendre le rayon de leurs activités à des régions plus vastes ou augmenter leur productivité en réunissant leurs efforts. Le projet de privatisation des terres au Sierra Leone et l'affectation prévisible des ressources technologiques aux hommes plutôt qu'aux femmes creuseraient là comme ailleurs l'écart de stratification économique et sociale selon les sexes. Les conséquences de la dépendance nouvelle des femmes du salaire de leurs conjoints sont dramatiques

1. Edna G. BAY, *Women and Work in Africa*, op. cit., p. 2.

2. F.R. WILSON, *ibid.* p. 162.

3. Isa SCHUSTER, *ibid.* p. 120.

dans des sociétés où l'homme est culturellement plus estimé pour sa générosité envers ses amis que pour son sens des responsabilités familiales, qualité plus proprement féminine, du moins en Zambie!⁴

Malgré l'absence de généralisations théoriques, l'ensemble des monographies rassemblées dans *Women and Work in Africa* démontre largement l'impact négatif du développement sur les femmes par suite de l'imposition du modèle occidental spécifique de suprématie économique masculine dans des sociétés où certes les femmes n'étaient pas les égales des hommes mais où elles bénéficiaient d'un statut autonome dans la sphère de la production. Dans ces conditions, l'occidentalisation de leur pays signifie pour elles une discrimination accrue, les excluant politiquement et économiquement du circuit moderne de la technologie et sapant en outre les bases de leur statut social antérieur. Et pourtant, Grace S. Hemmings-Gapihan fait bien ressortir dans son article sur la Haute-Volta comment les femmes, exclues des bénéfices du développement, le rendent possible en assumant une surcharge de travail pour remplacer les hommes partis à la ville; en finançant à même leurs surplus les petites entreprises qui nécessitent un capital de départ; et en compensant l'absence de fonds par leur force de travail partout où cela s'avère possible. Comment s'étonner de leur peu d'enthousiasme face au nouveau système et de leur tendance à lorgner vers le passé, confirmant une fois de plus le plus grand conservatisme des femmes sous toutes les latitudes!..

Mais si le cas de l'Afrique est particulièrement désolant, ne pourrait-on y voir, malgré la diversité des situations et des cultures, l'effet des conditions locales: faible densité des populations; taux élevé d'analphabétisme; fragmentation ethnique, religieuse et idéologique etc...? Qu'en est-il du continent asiatique où la ségrégation sexuelle est aussi prononcée mais où les conditions sont différentes, les hommes en particulier y étant tout aussi actifs que les femmes? L'ouvrage des Whyte, *The Women of Rural Asia*, vient achever la démonstration:

On a longtemps soutenu que le progrès était évolutif et que la modernisation amènerait de soi l'émancipation des femmes. En fait, la modernisation peut très bien exercer un impact contraire plutôt que salutaire sur le statut des femmes.⁵

En Asie comme sur le continent africain, la condition des femmes s'est détériorée non pas parce que le secteur rural est resté en marge du développement technologique mais bien par suite de la pénétration directe du capitalisme dans le secteur de l'agriculture. Le sous-emploi et le chômage affectent davantage les femmes qui sont moins susceptibles de réaffectation à des emplois non agricoles sauf dans les cas où les multinationales recherchent une main-d'oeuvre temporaire non qualifiée. En général, les innovations technologiques déplacent du travail féminin sans se soucier le moins du monde de sa réaffectation:

On commence seulement maintenant à réaliser que les plans de développement doivent comprendre des composantes spécifiquement axées sur les femmes, si les femmes sont pour en bénéficier.⁶

S'appuyant sur une multitude de sources secondaires aussi bien que sur leur connaissance directe du terrain, puisqu'ils sont spécialistes de l'Asie tropicale et équatoriale dans le domaine de la géographie humaine, les Whyte dressent le bilan des conditions de vie et de travail des femmes de l'Asie rurale face aux changements technologiques récents. Leur diagnostic rejoint celui des spécialistes de l'Afrique: la modernisation ajoute au fardeau traditionnel des femmes l'obligation de compléter le budget familial de plus en plus

4. *Ibid.*

5. Robert Orr WHYTE et Pauline WHYTE, *The Women of Rural Asia*, op. cit., p. 218.

6. *Ibid.* p. 210.

insuffisant en assumant de nouvelles charges dans une société où leurs ressources se réduisent comme une peau de chagrin. En effet, leurs aptitudes sont de moins en moins considérées quand il s'agit de « développer » de nouveaux secteurs d'emplois ou de leur ouvrir l'accès à divers canaux de formation.

Cependant, si sur le plan du contenu, l'ouvrage des Whyte complète les résultats obtenus pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre; sur le plan de la forme, il n'a pas l'attrait des monographies toutes plus intéressantes les unes que les autres du précédent ouvrage. De fait, ce manuel est composé un peu comme un catalogue où s'alignent des tableaux et des statistiques de provenance diverse; dont les données sont souvent partielles et dont le plan ressemble à celui d'un cours introductif où il faut parler de tout même en l'absence d'information solide et au risque d'ennuyer plus souvent le lecteur ou la lectrice sinon de le perdre complètement.

Le tout demeure superficiel et les auteurs concluent platement sur la nécessité de poursuivre les efforts dans le domaine de l'éducation pour changer les attitudes à l'égard des femmes même s'ils reconnaissent eux-mêmes le caractère subsidiaire des mesures actuellement mises de l'avant par les divers gouvernements impliqués. Ce n'est pas sans une certaine perplexité que le lecteur – la lectrice en l'occurrence – ferme le livre sur un dernier constat de la lenteur prévisible des changements escomptés suivi d'une surprenante reconnaissance des efforts des hommes politiques asiatiques pour nommer ministres deux ou trois représentants de la gent féminine ou s'associer des conseillères en condition des femmes! Ce dernier coup de chapeau aux pouvoirs en place est décevant surtout si l'on considère l'insignifiance des initiatives soulignées comme la mise sur pied de cinq ateliers pour 250 femmes de l'État indien de l'Uttar Pradesh par exemple, ou la formation de 25 conseillères en nutrition et administration du budget familial en Malaisie...⁷

Curieusement, c'est dans un ouvrage édité sous les auspices d'un organisme officiel, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche qu'il faudra aller chercher une approche plus fouillée des composantes aussi bien techniques que politiques du rapport entre les rôles affectés aux femmes et les changements techno-scientifiques liés à l'impact socio-économique du développement.

II – L'intégration des femmes au développement: question scientifique ou politique?

Loin de prendre pour acquis la volonté des différentes instances gouvernementales ou des agences internationales de respecter le « programme » de l'Année internationale des femmes, les éditrices de *Scientific-Technological Change and the Role of Women in Development* soulignent les liens entre l'infériorité croissante du statut économique et social des femmes et l'absence d'intention politique de leur ouvrir l'accès à une formation technique et scientifique adéquate. Par conséquent, le développement continue de se traduire pour elles par une déperdition de statut et la dégradation de leurs conditions de vie par rapport aux hommes.

Résultat d'un atelier de recherche de l'UNITAR sur « Les femmes, la science et la technologie », les six communications réunies dans cet ouvrage se veulent de simples compte-rendus d'analyses préliminaires plutôt que l'énoncé de conclusions finales. C'est peut-être bien ce qui leur donne ce ton passionnant d'études écrites sur le vif, en rapport

7. *Ibid.* pp. 213-214.

direct avec un engagement que l'on devine toujours très proche même et surtout quand il s'agit d'ouvrir la discussion par un article plus théorique comme celui de Pamela D'Onofrio-Flores. Assistante de recherche à l'UNITAR, elle démystifie la neutralité de la technologie occidentale, taillée sur mesure pour les besoins et les fins des couches sociales dominantes dans les pays du Centre :

... non seulement à leur bénéfice mais encore plus pour renforcer les structures de leur domination, sur place et à l'étranger. Des techniques qui pourraient créer des structures alternatives sont rejetées ou marginalisées comme le fief de petits groupes périphériques isolés des réseaux de pouvoir dans les noyaux qui prennent les décisions.⁸

L'auteure s'attache à démontrer comment l'introduction d'un type de technologie associé à la promotion d'un développement inégal selon les pays ajoute à l'oppression des femmes le poids de la surexploitation de leur force de travail. Elles sont plus particulièrement atteintes par la restructuration de l'organisation du travail selon deux sphères dépendantes mais hiérarchiquement séparées : la sphère du travail rémunéré et stable qui tend à devenir réservée aux hommes et la sphère du travail non rémunéré ou provisoire qui, loin de disparaître, sous-tend la première et a même tendance à déterminer le mode d'insertion des femmes sur le marché du travail. Elles forment un réservoir compressible de main-d'oeuvre ou sont progressivement déplacées vers le secteur tertiaire, conformément à la redéfinition de leur rôle en périphérie de la production marchande dans le nouveau modèle de division sexuelle du travail. Dans ce contexte, les profits de l'industrie sont d'autant plus élevés que le travail des femmes est nié ou dévalorisé, ce qui permet d'acheter à vil prix la force de travail de ceux qu'elles nourrissent, habillent ou entretiennent :

Les épargnes provenant du travail non rémunéré des femmes dans la production domestique accélèrent l'accumulation du capital dans le secteur d'investissement, renforçant par là les inégalités existantes, actuellement et historiquement responsables de l'oppression des femmes.⁹

Si l'on s'arrête ensuite aux chiffres rapportés par Maria Bergom-Larsson pour l'une des régions les plus avancées du monde, celle de Stockholm, où 36% des femmes souffrent de « fatigue générale » malgré leur haut niveau de vie ¹⁰, on peut imaginer l'épuisement physique et nerveux des paysannes du Tiers-Monde ! Elles sont aux prises avec une triple journée de travail dans certains cas puisqu'en plus de leurs activités agricoles et ménagères, elles doivent souvent assumer les tâches traditionnellement remplies par les hommes partis chercher du travail à la ville ou trouver elles-mêmes une troisième occupation, si peu rémunératrice soit-elle, pour parvenir à rencontrer leurs obligations.

Mais pourquoi lire l'article de Bergom-Larsson à l'envers en quelque sorte plutôt que d'en analyser le contenu du point de vue des femmes des pays industrialisés dont elle relève les difficultés ? C'est que son plaidoyer en faveur de l'écologie et son rejet de la technologie en soi sont fondés sur une argumentation douteuse à l'effet que les hommes et les femmes vivent dans des cultures différentes.¹¹ Comme s'il suffisait d'être née femme pour échapper à l'intériorisation des valeurs de l'idéologie dominante ! Sans la nommer, Sheila M. Pfafflin a

8. Pamela D'ONOFRIO-FLORES, Sheila M. PFAFFLIN, *Scientific-Technological Change and the Role of Women in Development*, op. cit., p. 14.

9. *Ibid.*, p. 24.

10. *Ibid.*, p. 64.

11. *Ibid.*, p. 35.

cru bon de relever le caractère erroné de l'argumentation unilatérale de Bergom-Larsson qui aboutit à réifier la condition féminine, à la poser comme « essence ». Une chose est de dénoncer l'absence des femmes de la prise de décision en matière de choix technologiques, une autre de les reconnaître distinctes par nature :

Je ne parle pas ici d'hypothèses aussi peu vraisemblables, conclut Pfafflin, que l'idée que les femmes ont une façon spéciale de penser qui les rend particulièrement qualifiées pour certains aspects de la science. L'évidence disponible indique que les capacités intellectuelles des hommes et des femmes sont très semblables.¹²

Après l'agacement provoqué par la lecture de l'article de Bergom-Larsson, quel plaisir de découvrir la finesse et la profondeur de l'analyse de la condition socio-économique des femmes dans les pays de la périphérie, présentée par Zenebeworke Tadesse ! Spécialiste de l'Éthiopie et de l'Afrique de l'Est, Tadesse manie la dialectique avec un art consommé. Soulignant l'impact contradictoire de la technologie et de la science dans l'histoire de l'humanité où elles ont contribué à sauver des vies humaines aussi bien qu'à accroître le potentiel militaire destructeur des sociétés, Tadesse ne condamne pas la technologie en bloc. Elle plaide pour la réévaluation des diverses options offertes en fonction des besoins des femmes et de leur intégration au nombre des clientèles à considérer. Tadesse ne se perd pas dans les dédales de la discussion sur les déficiences de formation des femmes et leur socialisation inadéquate même si elle ne néglige pas la pertinence d'une intervention à ce niveau. Cependant, il lui apparaît que le principal blocage n'est pas là. Aussi pose-t-elle clairement le prérequis à toute amélioration de la position sociale des femmes sur le terrain de la politique :

Des études sur les transferts de technologie et la dépendance technologique ont fait ressortir que la voie de la libération technologique est politique et nécessite une réorientation radicale de la base productive existante comme la pleine utilisation des ressources naturelles internes et des ressources humaines.¹³

Mais qu'en est-il de celles, plus souvent jeunes et sans enfant, qui trouvent de l'emploi dans l'industrie textile ou dans ces industries d'assemblage où leur patience et leurs doigts de fée font merveille ? Mangalam Srinivasan étudie le cas des « maquiladoras » de Mexico, ¹⁴ ces industries qui s'installent temporairement à quelques milles de la frontière américaine pour consommer intensivement une main-d'œuvre féminine non qualifiée pour des périodes très courtes, deux mois en moyenne dans l'industrie textile.¹⁵ L'effet est désastreux : les hauts salaires (tout est relatif !); le style d'habillement exigé pour obtenir un emploi dans la grande industrie (pas question de porter la jupe indienne); la rupture des liens familiaux, autant de facteurs responsables de la désagrégation des communautés locales. Des femmes sans emploi ou congédiées se livrent à la prostitution avec les touristes pendant que les problèmes d'alcoolisme, de drogue, etc., se multiplient du côté des hommes rejetés par l'industrie et qui « travaillent » plus souvent comme souteneurs que comme garçons d'hôtel.

Le gouvernement mexicain, malgré ses déclarations ronflantes dans divers forum internationaux sur la nécessité de contrôler l'implantation de la technologie, persiste à omettre sur le plan interne tout questionnement de la neutralité des choix technologiques :

12. *Ibid.*, p.181.

13. *Ibid.*, p.106.

14. Pour une approche plus extensive du sujet, cf Andrée MICHEL, Agnès FATOUMATA DIARRA, *et al*, *Femmes et multinationales*, éditions Karthala, Agence de coopération culturelle et technique, Paris 1981, 298p.

15. *Scientific-Technological Change...*, *op. cit.*, p.139.

Même s'il y a des raisons de croire que la célébration de l'Année internationale des femmes à Mexico a élevé le niveau de conscience quant à la place des femmes dans la société, le gouvernement semble reléguer les dimensions normatives du changement nécessaire entièrement à la conscience individuelle des gens plutôt que s'en remettre à des mesures politiques concertées et bien articulées.¹⁶

Peut-on vraiment s'attendre à autre chose tant que les femmes resteront aussi absentes de la scène politique aussi bien nationale qu'internationale? Or, même les femmes qui occupent de rares sièges gouvernementaux ne sont pas toujours conscientes de la nécessité d'intervenir spécifiquement pour habiliter leurs consœurs à exploiter pleinement leurs aptitudes. Témoin l'exclamation d'une déléguée officielle lors d'une session préparatoire d'une importante conférence des Nations Unies sur la science et la technologie pour le développement (UNCSTD) s'exclamant:

Les femmes du Tiers-Monde ne souffrent pas de discrimination. Regardez-moi.¹⁷

Faut-il ajouter que cette seule intervention suffit à reporter l'adoption d'une résolution mentionnant explicitement les femmes au nombre des catégories nécessitant la mise sur pied de programmes de formation spéciaux pour accroître leur productivité? Comme quoi les femmes se plaignent à tort de n'être pas écoutées! ...

De fait, cet épisode n'est que l'un des rebondissements d'une année d'efforts pour introduire à l'agenda de l'UNCSTD un point à l'ordre du jour sur les femmes. Que la petite histoire de cette bataille épuisante pour une victoire largement symbolique soit rapportée froidement, lucidement, par Mildred Robbins Leet ne constitue pas l'un des moindres intérêts de cet ouvrage. La confiance opiniâtre des femmes qui « tiennent le coup » face à l'usure continuelle du pouvoir ou de la bureaucratie est admirable certes, mais combien fragile en l'absence d'une présence politique des femmes mieux affirmée. Comme le constate Leet:

Des points importants sont trop souvent omis volontairement ou par inadvertance. Une surveillance constante et des contacts personnels continus sont nécessaires seulement pour s'assurer que les *mots* restent dans les documents.¹⁸

Et il n'a pas encore été question de l'action qui suivra ou ne suivra pas les belles paroles inscrites de haute lutte dans des textes officiels!

Aussi Pfaffin, dans sa conclusion, ramène la discussion sur le terrain de la pratique et en particulier à la nécessité d'interventions concrètes et planifiées pour améliorer la compétence scientifique et technologique des femmes. Ce qui se joue à l'âge le plus tendre où la socialisation oriente les femmes vers des disciplines plus douces alors que placer très tôt l'accent sur les mathématiques est crucial pour l'apprentissage des sciences en général. C'est à ce problème que s'est attaqué en 1980 un symposium de l'Association américaine pour l'avancement des sciences dont *Women and Minorities in Science* rassemble les résultats.

Alors que de nombreux tests tendaient à « prouver » l'infériorité biologique des femmes dans le domaine des sciences, chose curieuse, depuis que des programmes d'intervention ont été mis sur pied, l'écart va en diminuant.¹⁹ Est-il besoin de renvoyer à la distinction entre

16. *Ibid.*, p.140.

17. *Ibid.*, p. 155.

18. *Ibid.*, p.160.

19. cf. J. ARMSTRONG, *Achievement and Participation of Women in Mathematics: An Overview*. Report 10-MA-00. Denver, Colorado: Education Commission of the States 1980.

phénotype et génotype pour souligner une fois encore qu'un constat statistique ne suffit pas pour conclure à l'existence d'un lien structurel entre termes corrélatifs?²⁰

Les articles édités par Sheila M. Humphreys ont en commun le projet d'élaborer des stratégies efficaces pour corriger ce qui peut l'être plutôt que mesurer la hauteur de la barrière, non seulement pour les femmes américaines, sexe oblige, mais pour l'ensemble des minorités non asiatiques. L'article de Lucy W. Sells en particulier enfonce l'approche psychologue traditionnelle. À moins de conclure à la supériorité génétique de la race jaune, force est de reconnaître la nécessité d'intervenir au niveau des structures d'encadrement et des programmes d'entraînement plutôt que de chercher à dépister de soi-disant talents naturels. C'est pourquoi les auteur-e-s proposent une série de formules pour rejoindre parents ou éducateurs-trices et motiver tôt les étudiantes en leur révélant l'importance cruciale des mathématiques pour améliorer leurs chances de succès en termes d'études et de carrière.

Cependant, si l'ensemble des expériences rapportées témoignent de l'abondance des stratégies disponibles pour accroître la participation et la performance des femmes et des minorités ethniques dans l'apprentissage des sciences, leur mise en action requiert des ressources dont politiciens et administrateurs détiennent les clés. Or, sous Reagan, les coupures drastiques de budget frappent d'abord ce type de programmes non institutionnalisés et qui mobilisent relativement peu les groupes d'intérêt organisés.

III – Conclusion

On sait que l'ERA, amendement constitutionnel sur l'égalité des droits au regard de la loi sans discrimination de sexe aux États-Unis, présenté pendant 49 ans au Congrès avant d'être adopté en 1971 puis voté au Sénat en 1972, a été finalement rejeté faute de la ratification de 3 États sur les 38 nécessaires en juin 1982. Dans un tel contexte, l'éditrice de *Women and Minorities in Science* croit devoir compter sur l'entreprise privée²¹ pour compléter l'effort jusqu'ici minime des institutions gouvernementales ou paragouvernementales. Faut-il pleurer, faut-il en rire? Sheila M. Humphreys croit sincèrement que si l'on réussit à convaincre les parents d'inciter leurs filles à développer leurs aptitudes pour les mathématiques, il sera possible de réduire progressivement le nombre des programmes spéciaux nécessaires qui de toutes façons, n'existent encore qu'à l'état embryonnaire. Devant de telles positions de spécialistes de la question dans le pays le plus riche du monde et dans une conjoncture internationale de crise, comment pourrait-on conclure sur une note optimiste? Il nous faudra bien plutôt compter sur l'instinct de survie des femmes pour les éveiller enfin à la nécessité de s'organiser politiquement pour défendre leurs intérêts sinon leurs droits. À moins qu'elles ne se résignent à voir leur passer sur le corps le rouleau compresseur de la crise après celui du développement.

20. À tout hasard, signalons l'ouvrage récent d'Albert JACQUARD, *Au péril de la science? Interrogations d'un généticien*, Paris, Seuil 1982, 220p.

21. Sheila M. HUMPHREYS, *op. cit.*, p.4.